
LE ROLE DU BIEN-ETRE ANIMAL DANS LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable est défini comme étant un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leur propres besoins ». Il s'agit d'une préoccupation qui, conformément au Traité de l'UE, doit être intégrée dans toutes les politiques européennes. A cet effet, le Conseil européen a adopté en juin 2006 une nouvelle stratégie de développement durable de l'UE basée sur la stratégie adoptée en 2001.

D'après la nouvelle stratégie, il est nécessaire d'exploiter des opportunités qui favorisent à la fois la protection de l'environnement et une bonne croissance économique. La protection des animaux a été reconnue comme étant une opportunité pour atteindre certains des objectifs de la stratégie de développement durable de l'UE, tels que « continuer de promouvoir des normes de qualité élevées en matière de santé et de bien-être des animaux, dans l'UE et dans le monde » et « éviter la surexploitation des ressources naturelles » dans le domaine agricole, grâce aux « nouveaux cadres législatifs concernant l'agriculture biologique et le bien-être des animaux ». Dans plusieurs domaines de la stratégie de développement durable de l'UE, des actions communes peuvent être identifiées qui contribuent à la fois au développement durable et à l'amélioration du bien-être animal.

Santé publique

Un objectif clé de la stratégie est de « promouvoir une santé publique de qualité sans discriminations et améliorer la protection contre les menaces pour la santé ». Pour atteindre cet objectif, les domaines suivants présentent des opportunités communes pour le développement durable et le bien-être des animaux :

- **Réduction des risques sanitaires provenant de l'élevage intensif:** dans les élevages gérés de manière intensive, des conditions de surpopulation, parfois insalubres, facilitent la transmission rapide de maladies infectieuses, qui sont aussi diffusées par le transport des animaux vivants sur de longues distances. Certaines de ces maladies ont un potentiel zoonotique et représentent donc un risque pour la santé humaine également. Leur contrôle et leur éradication entraînent des pertes économiques importantes. La promotion de la prévention des maladies présente le potentiel à la fois d'améliorer le bien-être animal et de limiter les risques sanitaires pour les animaux et les humains et de faire des économies importantes.
- **Réduction des menaces provenant du commerce des animaux exotiques:** Les contacts étroits avec les animaux sauvages importés via le commerce international sont un des facteurs qui conduisent à l'émergence de zoonoses chez les humains. L'UE est un des principaux importateurs d'animaux exotiques capturés à l'état sauvage pour le commerce des animaux de compagnie, et très peu de règlements sont en place pour leur contrôle sanitaire. Les chercheurs ont prévenu que le commerce de certaines espèces devrait être interdit à cause des risques qu'elles représentent pour la santé humaine. Une approche rentable pour réduire les risques pour la santé humaine et animale, ainsi que les problèmes de bien-être qui y sont associés, serait de réduire et dans certains cas éliminer le commerce des espèces sauvages. Cette approche limiterait en même temps les conséquences économiques des épidémies.
- **Limitation de l'utilisation d'antibiotiques pour éviter le développement de résistances aux antibiotiques:** Beaucoup de pathogènes responsables de maladies graves chez les humains ont développé une résistance aux antibiotiques, en partie à cause d'une utilisation excessive des antibiotiques dans les élevages industriels.
- **Promotion du bien-être animal en temps que partie intégrante de la qualité alimentaire:** Le lien entre la qualité alimentaire et le bien-être animal a été reconnu en 2003 lors de la réforme de la politique agricole commune. Quelques programmes de certification de la qualité ont déjà inclus le bien être animal dans leurs

normes. Ils ont en effet compris que des normes plus strictes de bien-être animal sont aussi une garantie pour une meilleure qualité des aliments, en plus de profits plus élevés.

- **Promotion de normes strictes de bien-être animal dans le domaine du commerce international:** de nombreux pays en développement possèdent de larges étendues de terrain et le coût du travail y est relativement bon marché. Ces critères font partie des pré-requis pour de bonnes conditions d'élevage. Ils peuvent utiliser ces avantages pour commercialiser leurs produits agricoles, qui peuvent aboutir sur les marchés plus avantageux des produits issus de l'agriculture biologique et de systèmes respectueux du bien-être animal dans les pays développés.
- **Promotion des méthodes de test n'utilisant pas d'animaux pour réduire la menace provenant des produits chimiques:** Conformément au programme REACH, 30,000 produits chimiques doivent être testés pour garantir qu'ils ne présentent pas de menace pour l'environnement ou la santé publique, ce qui implique l'utilisation de millions d'animaux. L'utilisation de méthodes de test sans animaux est plus éthique, et produit de meilleurs résultats scientifiques. La plupart de ces méthodes substitutives présentent aussi l'avantage compétitif d'être moins chères et plus rapides à utiliser.

Gestion des ressources naturelles

Un objectif clé de la stratégie est d'"Améliorer la gestion et éviter la surexploitation des ressources naturelles, en reconnaissant la valeur des services rendus par les écosystèmes". Des opportunités communes existent dans les domaines suivants:

- **Enrayer l'érosion de la biodiversité en rapport avec le commerce des espèces sauvages:** L'UE est un des principaux importateurs d'animaux sauvages, ce commerce étant stimulé par la demande grandissante d'animaux de compagnie exotiques. En tant que grand consommateur d'espèces sauvages, l'UE a la responsabilité de garantir que ce commerce ne menace pas les espèces. Une réduction du volume d'animaux exotiques commercialisés réduirait également les problèmes de bien-être qui y sont associés.
- **Extensification agricole:** un élevage extensif bien géré permet d'éviter à la fois les problèmes de bien-être animal qui caractérisent les systèmes intensifs et la pollution provenant de l'excès de fumier.
- **Environnement et développement durable de la pêche:** la réduction des prises accidentelles d'espèces non désirées contribuera à la conservation de la faune marine et garantira la protection des dauphins et des marsouins qui sont fréquemment capturés accidentellement par les engins de pêche. La chasse à la baleine continue à menacer la survie des petits cétacés. L'UE doit investir plus d'efforts dans la protection des baleines. Du point de vue du bien-être animal il n'existe pas de méthode humaine pour abattre les baleines et la seule solution est d'interdire la chasse à la baleine.
- **Aquaculture et gestion durable de la pêche:** pour être une alternative adéquate à la pêche affectée par l'épuisement des réserves de poissons, l'aquaculture doit être conduite de manière à respecter l'environnement et le bien-être des animaux.

Changement climatique

Un objectif de la stratégie est de "Freiner le changement climatique ainsi que son coût et ses effets néfastes pour la société et l'environnement". Les politiques qui encouragent des formes d'agriculture plus extensives présentent des opportunités communes pour le développement durable et le bien-être animal. Par exemple l'élevage extensif peut réduire drastiquement l'émission de méthane comparé aux méthodes de production intensive.

Consommation et production durables

Un objectif clé de la stratégie est de "promouvoir des modes de production et de consommation durables". Le marché pour les produits respectueux du bien-être animal, et donc plus durables, s'accroît avec la sensibilisation accrue du publique, contribuant concrètement à la promotion de modèles de production et de consommation durables.

POLITIQUES A METTRE EN OEUVRE

Les politiques qui permettront d'améliorer le bien-être des animaux et le développement durable dans les domaines présentés ci-dessus, à la fois dans l'UE et au niveau national, comprennent :

- L'introduction d'outils basés sur le marché conçus pour internaliser les coûts, tels qu'une taxe sur l'excès de fumier ; dans la même optique, la réduction des taxes sur les produits animaux provenant de systèmes durables de production.
- L'utilisation et l'augmentation du financement du volet développement rural de la politique agricole commune, et l'obligation pour les États membres d'inclure dans leurs programmes de développement rural des mesures qui encouragent l'élevage extensif et des normes strictes de bien-être animal.
- La promotion de changements dans les modèles de consommation et de production afin qu'ils n'encouragent plus l'exploitation non durable des animaux.
- Des politiques publiques d'approvisionnement – par les gouvernements, les écoles, les hôpitaux, les forces armées et les prisons - qui encouragent la consommation de produits issus de systèmes de production durables et respectueux du bien-être animal.
- L'approvisionnement privé : l'adoption par les supermarchés, les fabricants de produits alimentaires et les chaînes de restaurants d'une politique – incluse dans leurs stratégies de responsabilité sociale des entreprises – d'approvisionnement en produits qui proviennent de systèmes durables et appliquant des normes strictes de bien-être animal.
- Des cadres législatifs et des mécanismes coercitifs qui encouragent le développement durable et profitable d'un élevage respectueux du bien-être des animaux.
- Une position lors des négociations de l'OMC qui reconnaît que le bien-être animal est une préférence des consommateurs et une préoccupation non commerciale, ce qui permettrait aux gouvernements de soutenir financièrement les éleveurs qui respectent de meilleures normes de bien-être des animaux.
- L'inclusion de mesures de l'amélioration du bien-être des animaux parmi les indicateurs du développement durable aux niveaux de l'UE et national.
- La promotion de l'élevage durable dans les pays en développement en tant qu'alternative à l'élevage industriel, grâce à l'aide au développement et à la formation.
- L'incorporation du bien-être animal dans les accords vétérinaires bilatéraux/multilatéraux.
- La réduction des importations d'animaux exotiques pour le commerce des animaux de compagnie.

Pour plus d'informations un document plus détaillé peut être obtenu en contactant Eurogroup.